

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 13/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARCELOR MITTAL REAL ESTATE FRANCE

155 rue de Verdun
57700 Hayange

Références :

Code AIOT : 0006600564

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2023 dans l'établissement ARCELOR MITTAL REAL ESTATE FRANCE implanté L'Ardoise 30290 Laudun-l'Ardoise. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles de l'inspection qui fixe à 7 ans la périodicité d'inspection pour les sites en post exploitation.

Par ailleurs, l'exploitant titulaire de l'arrêté de post-exploitation du 31 juillet 2009 a informé l'inspection qu'il ne dispose pas d'un procès verbal de recollement. Il apparaît donc nécessaire de constater sur site la remise en état afin de procéder à la rédaction de ce procès verbal. Par ailleurs, un changement d'exploitant au profit d'Aperam a été porté à la connaissance de l'inspection par courrier du 24 novembre 2023 adressé à monsieur le préfet. D'autre part, le crassier faisant l'objet d'un confinement et d'un rabattement de la nappe avec un traitement depuis 15 ans, il est nécessaire d'analyser les suites à donner à ce traitement. Ainsi, il apparaît opportun de travailler à la

mise à jour de l'arrêté préfectoral définissant les conditions de surveillance du site en période post-exploitation le cas échéant, et par la même occasion, officialiser le changement d'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELOR MITTAL REAL ESTATE FRANCE
- L'Ardoise 30290 Laudun-l'Ardoise
- Code AIOT : 0006600564
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site d'UGINE a été occupé de 1952 à juin 2004 par une aciérie produisant des alliages de chrome et des aciers inoxydables. Le site, d'une superficie de 75 ha situé le long du Rhône, qui appartenait à Arcelormital France, présente une pollution du sol non homogène mais typique de ce type d'activité. Le chantier de démantèlement, commencé en 2009, s'est achevé en 2011 et des servitudes d'utilité publique ont été instituées en 2013.

D'une capacité de production de 600 000 t/an, le site comprenait schématiquement du nord au sud : l'aciérie (25 ha), la zone de stockage des 2 matières premières (20 ha) et la zone de stockage des déchets de 30 ha. Cette dernière zone comprend un crassier contenant 3 millions de m3 de laitiers (déchets de fabrication) dans lequel ont été également déposés en 2009 les 80 000 m3 de laitiers initialement stockés à Cascavel à proximité du site.

Ce site a été l'un des plus gros émetteurs industriels de métaux de France. En 2002, on estimait que les rejets à l'atmosphère étaient de l'ordre de 492 t/an de poussières contenant 8 t de plomb, 1 t de cadmium, 9 t de chrome, 12 t de nickel et 86 t de zinc.

L'aciérie exploitée en dernier lieu par la Société UGINE & ALZ en zone industrielle de L'Ardoise a cessé son activité fin juin 2004.

L'arrêt d'activité a été notifié au préfet le 7 juillet 2004, dans le cadre réglementaire en vigueur à cette date : l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié par le décret n° 94-484 du 9 juin 1994.

Après la cessation d'activité, UGINE & ALZ a confié à la société BAIL INDUSTRIE (groupe ARCELOR) un mandat de gestion du site de L'Ardoise (cf. lettre du 6 janvier 2006 de BAIL INDUSTRIE au Préfet du Gard).

Suite à la fusion du groupe ARCELOR avec le groupe MITTAL, BAIL INDUSTRIE est devenue ARCELOR MITTAL REAL ESTATE France (AMREF).

Depuis l'arrêt, l'exploitant a réalisé des travaux de mise en sécurité puis de réhabilitation du site, ainsi que des études pour caractériser le site et son environnement.

L'arrêté préfectoral n° 09.074 N du 31 juillet 2009 a prescrit à la société AMREF diverses mesures de remise en état, de gestion des eaux, de surveillance, d'entretien, ainsi que la fourniture d'un dossier en vue de l'institution de servitudes d'utilité publique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Surveillance du site suite à sa réhabilitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Débroussaillage et entretien	Arrêté Préfectoral du 31/07/2009, article 4.2	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance de la nappe	Arrêté Préfectoral du 31/07/2009, article 3.2	Sans objet
2	Dépollution de la nappe	Arrêté Préfectoral du 31/07/2009, article 3.1.1	Sans objet
3	Dépollution de la nappe	Arrêté Préfectoral du 31/07/2009, article 3.1.2 et 3.1.3	Sans objet
4	Bilan quadriennal	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65bis	Sans objet
5	Etat physique des 5 confinements	Arrêté Préfectoral du 31/07/2009, article 2.1	Sans objet
6	Etat physique des 5 confinements	Arrêté Préfectoral du 31/12/1998, article 1	Sans objet
7	Prévention des intrusions	Arrêté Préfectoral du 31/07/2009, article 4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le bilan quadriennal rendu obligatoire en application de l'article 65bis de l'arrêté du 2 février 1998 a été remis par l'exploitant pour la période 2018/2022. Cependant, il est nécessaire de le reprendre afin de se conformer aux exigences de l'article 65 bis précité et ainsi pouvoir statuer sur la suite à donner au traitement de la nappe.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance de la nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2009, article 3.2

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de la nappe

Prescription contrôlée :

Le contrôle de la qualité de la nappe est réalisé sur 2 puits (Puits principal Ranney et puits n° 8) et 13 piézomètres (PZ 1, 2, 3bis, 4bis, bis, 6, 7, 9, 10, 11, 12, 19 et 20).

Les analyses semestrielles portent sur les paramètres : arsenic, chrome total, chrome VI, manganèse, hydrocarbures totaux.

Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dès leur réception, avec les commentaires de l'exploitant sur leur évolution.

Les modalités de surveillance pourront être modifiées, après accord de l'inspection des installations classées, sur demande justifiée de l'exploitant.

Constats :

L'exploitant procède aux analyses semestrielles prescrites et les transmet à l'inspection. Cependant, l'inspection formule les observations suivantes sur les rapports semestriels de surveillance de la nappe et en particulier sur le dernier en date (mas 2023)

Contexte : il n'y a pas de rappel du contexte, des objectifs de la surveillance et du traitement. Il est nécessaire de compléter les futurs rapports en précisant notamment :

- l'historique: le site a été l'objet d'une activité d'aciérie de 1952 à 2004, qu'il y a un crassier de 3 millions de m³, qu'une pollution au CrVI a été identifiée en 1980 (traceur de la pollution, dont le seuil de potabilité va passer de 50 µg/l à 25 µg/l en au 31 décembre 2035), qu'un rabattement de la nappe a été mis en place (2 puits en 2005, puis 1 seul AP de 2009 en IMS4 ...);
- l'objectif du suivi : la couverture d'argile (1mètre) a pour objectif d'empêcher la lixiviation des laitiers par les eaux météorites et d'assécher ces laitiers pour mettre fin aux flux de polluants qui migrent du crassier vers la nappe. Dans l'attente de l'assèchement du crassier, un rabattement de la nappe a été mis en place pour récupérer les eaux issues du crassier et les traiter. Dès que le crassier sera asséché, il n'y aura plus besoin de maintenir le rabattement de la nappe et le traitement actuellement mis en place.

Il est demandé à l'exploitant de fournir une coupe du crassier précisant la position de sa base (niveau NGF) afin de mieux interpréter les données issues des niveaux piézométriques mesurés dans les piézomètres.

Piézométrie : Il y a un commentaire sur la baisse dans le puits IMS4 mais pas de commentaire sur l'évolution en PZ5bis (et le fait qu'il soit passé en dessous de IMS4): or le niveau statique de l'eau s'y maintient 2 à 3 m plus bas que dans les autres piézos depuis oct 2021. Il est nécessaire d'analyser ce constat.

Des précisions sont à apporter sur la profondeur de Pz5bis pour apprécier à quoi correspondent les eaux qui y sont prélevées. La baisse et la décorrélation du niveau statique en PZ5bis avec le niveau dans les autres piézos pourrait être le signe de l'assèchement du massif.

Il est demandé à l'exploitant de confirmer ou d'infirmer cette hypothèse qui conduirait à proposer de modifier le débit du pompage prescrit par l'AP de 2009.

Carte piézométrique : "L'influence du dispositif de pompage (puits IMS4) au droit du crassier est réelle en créant un rabattement de la nappe, tel que présenté sur la carte piézométrique obtenue à l'aide des mesures piézométriques réalisées lors de cette campagne " or la carte piézométrique montre des courbes isopièzes centrées sur Pz5bis alors que le pompage se fait au puits IMS4 ! Il y a donc un problème au niveau de l'esquisse (sûrement un pb logiciel Surfer) qui prend le point le plus bas comme point de convergence et non le puits de pompage IMS4)

L'exploitant corrigera l'esquisse des courbes piézométriques dès le prochain rapport relatif à la surveillance des eaux souterraines du 2nd semestre 2023.

Les conditions de prélèvements : les rapports de mars 2023 et août 2022 indiquent, en deux lignes, les conditions de prélèvement (purge des ouvrages...). Or les fiches de prélèvement indiquent, notamment pour le piézomètre Pz5bis et Pz6, un prélèvement sans purge, par échantillonneur bailer à plus de 3 m du fond (les prélèvements dans les autres piézos sont faits à 1 m du fond), ce qui n'est pas adapté pour une substance plongeante comme le chrome.

Par ailleurs, pour le puits de pompage IMS4, le bureau d'études a indiqué, lors de la visite de la station de traitement, lire le niveau statique de l'eau sur un afficheur présent dans cette station, mais n'a pas pu préciser à quoi correspondait exactement cette information.

L'inspection note que le niveau statique de l'eau au niveau du puits varie: mars 2022: 2,52m; mars 2023: 2,76m et que la profondeur de la pompe du puits IMS4 n'est pas précisée.

L'exploitant complétera la présentation des différentes conditions de prélèvements et justifiera la profondeur des prélèvements compte tenu des caractéristiques du principal traceur de la pollution.

Interprétation des résultats :

Les courbes montrant l'évolution depuis 2019 sont illisibles car l'échelle n'est pas adaptée. En effet les teneurs en Pz5bis écrasent les autres. Le traceur de la pollution, qui est à l'origine du traitement est le CrVI: il faut que l'évolution du CrVI soit lisible.

L'exploitant présentera des courbes lisibles avec une échelle adaptée dès le prochain rapport qui sera transmis à l'administration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dépollution de la nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2009, article 3.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, rabattement de la nappe

Prescription contrôlée :

le rabattement de la nappe est réalisé par pompage continu dans le puits IMS4 à un débit compris entre 40 et 45 m³/h.

Constats :

Une nouvelle station de traitement a été mise en service en septembre 2008. Lors de l'inspection, cette station est apparue en bon état général.

L'exploitant transmet les rapports de SAUR puis Nijhuis (Saur industrie a acheté la société Neerlandais Nijhuis) sur le traitement est réalisé, le dernier transmis concerne le 1er semestre 2023.

L'exploitant confirme que le pompage est toujours compris entre 40 et 45 m³/h ce qui représente une quantité de 300 000 m³/an. Or les teneurs de l'eau en entrée de la station de traitement baissent et sont presque devenues inférieures au seuil retenu pour le rejet (100 µg/l de CrVI).

L'exploitant doit s'interroger sur la nécessité de maintenir un tel débit de pompage compte tenu des teneurs mesurées en entrée de la station de traitement et de la baisse du niveau statique de l'eau en Pz5bis.

Le bilan quadriennal prend en compte le bilan du fonctionnement de la station de traitement.

Observations :

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dépollution de la nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2009, article 3.1.2 et 3.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, traitement des eaux pompées

Prescription contrôlée :

3.1.2 L'eau pompée ne peut être rejetée dans le bassin aval d'eaux pluviales du crassier qu'après traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes :

PH 6,5-8,5

MES 35 mg/l

Fer total 5 mg/l

Chrome total 0,5 mg/l

Chrome VI 0,1 mg/l

3.1.3 Les contrôles sont réalisés sur l'eau pompée avant et après traitement, l'échantillon z après traitement étant constitué par préleveur automatique.

La fréquence des contrôles est :

- hebdomadaire pour le PH et les MES,

- mensuelle pour le fer total, le chrome total et le chrome VI (avec contrôle des échantillons hebdomadaires en cas de dépassement pour l'un des paramètres).

Les résultats des contrôles sont adressés à l'inspection des installations classées à fréquence semestrielle.

Constats :

Les résultats présentés dans les rapports transmis par la Sté SAUR correspondent aux analyses prescrites dans l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 31/07/2009.

Les résultats montrent un fort abattement de 100 µg/l à qqes µg/l de CrVI. L'exploitant a indiqué sur site que la quantité de chlorure de fer injectée pour traiter le CrVI était de plus en plus faible car la teneur en CrVI de l'eau pompée baissait.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Bilan quadriennal

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 65bis

Thème(s) : Risques chroniques, Bilan quadriennal

Prescription contrôlée :

Surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution :

[...]

3° Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones sources pour ne pas risquer la

dispersion de la pollution et limiter le risque de pollutions croisées. Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus. L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.

Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.

[...]

5° Lorsqu'une surveillance des eaux souterraines en contexte de pollution est en place, un bilan quadriennal est réalisé conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Ce bilan récapitule l'ensemble des résultats collectés depuis la mise en place de la surveillance et en analyse la dynamique.

L'étude hydrogéologique est alors réexaminée et, si nécessaire, révisée en vue de vérifier les éventuelles évolutions du contexte et des enjeux. Les résultats collectés et la révision de l'étude hydrogéologique peuvent conduire à modifier le plan de surveillance, en l'allégeant, voire en l'arrêtant, ou en le renforçant suivant la nature des évolutions constatées. Tout arrêt ou modification est conditionnée à un avis de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

Le bilan quadriennal est devenu obligatoire depuis le 1er juillet 2023 pour tous les suivis prescrits au titre des ICPE ayant identifié une pollution selon l'article 65 bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

L'article 65bis précise les éléments qui doivent figurer ces bilans, et notamment:

- l'évolution des résultats depuis la mise en place de la surveillance des eaux souterraines;
- les coupes de piézomètres et la justification de leur bon état;
- les conditions de prélèvements.

Le bilan quadriennal doit permettre de faire évoluer le suivi du site (fréquence des analyses, choix des substances à rechercher, choix réseau des piézomètres à maintenir...) en fonction des objectifs de la surveillance.

Aussi le bilan quadriennal devrait rappeler que l'objectif du suivi du site est de:

- dans un premier temps, de s'assurer de l'efficacité du confinement hydraulique, via le rabattement de la nappe, qui en ce moment fonctionne bien, car il n'y a pas de CrVI dans les piézos à l'aval du crassier;
- dans un deuxième temps, lorsque le crassier sera asséché et ne contribuera plus à la pollution de la nappe d'arrêter le pompage/rabattement dans le puits IMS4, la nappe pourra alors circuler sous le crassier sans être affectée par des flux de CrVI.

Le bilan quadriennal transmis ne permet pas d'apprécier la situation du site par rapport à l'objectif poursuivi.

L'exploitant transmettra, sous 6 mois, une mise à jour du bilan quadriennal avec les courbes historiques des résultats, les coupes des piézomètres, l'état des piézomètres, la description des confinements (taille, structure...)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Etat physique des 5 confinements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2009, article 2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Confinement du crassier
--

Prescription contrôlée :

La remise en état du crassier doit être achevée au plus tard le 31 décembre 2009.

À cet effet, l'exploitant adresse au Préfet, dans le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, un dossier descriptif des travaux de modelage et de couverture du crassier.

Ce dossier doit porter sur les aspects suivants :

- imperméabilisation,
- Stabilité,
- résistance à l'érosion,
- gestion des eaux pluviales,
- végétalisation,
- entretien.

Il doit respecter les principes définis à l'article 8.5.3.1. de l'arrêté du 31 octobre 1997 susvisé.

Dès la fin des travaux, l'exploitant adresse au préfet un plan topographique de l'état final.

La réhabilitation du crassier a consisté à confiner les laitiers (3 millions de m³ de déchets) sous une couche de terre argileuse d'environ 1 m d'épaisseur, végétalisée afin d'éviter que les eaux de pluie ne s'infiltrent dans le crassier, se chargent au contact des déchets et polluent les eaux souterraines. Pour cela, des travaux de modelage, de protection contre l'érosion, de gestion des eaux de ruissellement et de végétalisation ont été réalisés entre 2002 et 2006. Suite aux derniers transferts de laitiers provenant de l'ancienne carrière de Cascavel, le confinement du crassier a pu être terminé fin 2009.

Constats :

Il est constaté l'absence de ravinement sur le crassier et la présence de végétation rase.

Il est constaté que les eaux de ruissellement sont collectées et envoyées vers un bassin dont l'étanchéité doit être prochainement reprise par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Etat physique des 5 confinements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/1998, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Bassins à poussières

Prescription contrôlée :

les trois bassins étanches qui ont reçu entre 1981 et 1999 les poussières et les boues des installations de dépoussiérage et de traitement des eaux usées ont été recouverts par une géomembrane et 30 cm de terre (ces bassins disposent également d'une géomembrane en partie basse).

Un quatrième bassin créé pour recevoir les poussières pulvérulentes collectées durant le chantier de démantèlement de l'aciérie a été réaménagé de la même manière.

Enfin, les sols superficiels où les teneurs en éléments métalliques étaient les plus élevées (jusqu'à 95 000 mg/kg en chrome total et 50 000 en nickel) ont été décapés et confinés dans une alvéole étanche aménagée dans le secteur nord-ouest du crassier

Constats :

Il n'est pas constaté de mise à nue de la géomembrane supérieure sur les 4 autres confinements. Il

n'est pas constaté de ravinement. Les couvertures des bassins sont végétalisées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des intrusions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2009, article 4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des intrusions

Prescription contrôlée :

Le site est clôturé par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 m, régulièrement entretenu.

Les issues sont fermées à clé en dehors des périodes de présence humaine et surveillées en période d'ouverture.

Constats :

Il est constaté la présence d'une clôture d'une hauteur de 2m sur l'ensemble du site. L'entrée principale était fermée avant notre arrivée, cependant il est constaté lors de la visite qu'un portail secondaire (au fond du site) était ouvert. L'exploitant doit veiller à ce qu'il soit maintenu fermé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Débroussaillage et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/07/2009, article 4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage et entretien

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure un entretien de l'ensemble du site. Cet entretien comprend au minimum :

- le débroussaillage ;
- le fauchage ou le pâturage des zones enherbées ;
- la réparation des dommages à la couverture des déchets ;
- le curage des bassins d'eaux pluviales ;
- la réparation ou le remplacement de la géomembrane des bassins ;
- le maintien de l'intégrité des puits et piézomètres de contrôle et leur remplacement nécessaire ;
- la maintenance des installations de pompage et de traitement de l'eau de nappe.

Constats :

Il est constaté que l'ensemble du site est débroussaillé.

L'exploitant déclare qu'il vient régulièrement sur le site mais ne formalise pas sa venue. Une périodicité et une traçabilité de ces contrôles doivent être mises en place par l'exploitant.

La mise à jour de l'AP encadrant le suivi du site prescrira un bilan annuel de fonctionnement incluant l'ensemble des suivis prévus pour ce site (eaux souterraines, traitement des eaux, débroussaillage, clôture du site...) et les éventuels événements marquants.

L'étanchéité d'un bassin au Nord du crassier doit être reprise prochainement par l'exploitant. Le deuxième bassin à l'Est du crassier nécessite un curage.

Ce constat constitue une non-conformité à l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2009.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois